

Racisme et sexisme : Non !
Toutes ensemble, avec ou sans papiers !

21 mars, journée internationale contre le racisme, nous, femmes européennes ou résidentes en Europe, dénonçons le sort réservé aux femmes immigrées en Europe.

Cette Europe - forteresse qui ferme ses frontières et reconnaît de moins en moins de droits aux femmes migrantes. Nombreuses sont celles qui sont exposées à la surexploitation, aux violences, à des formes nouvelles d'esclavage, contraintes à vivre dans la précarité, et courant le risque d'être victimes de proxénètes.

Subissant des lois discriminatoires, des violences, des guerres, voire des menaces directes contre leur vie et leur intégrité dans leur pays d'origine, ces femmes sont confrontées en France et en Europe aux soupçons, à l'arbitraire administratif et à l'exclusion.

Au gré des alternances gouvernementales et des enjeux électoraux, les lois et la réglementation françaises sont devenues de plus en plus complexes et restrictives et leur application de plus en plus arbitraire. Des accords signés entre la France et d'autres états, comme l'Algérie, provoquent des injustices supplémentaires. Les femmes qui ont quelques chances d'obtenir un titre de séjour sont celles qui sont parrainées par un père ou un mari, sans lequel elles n'ont aucune existence légale. Les lois françaises entérinent l'état de dépendance et de subordination des femmes. Certaines femmes vivant en France depuis de longues années n'obtiennent pas le droit au séjour, même celles qui ont des enfants nés en France.

Les personnes étrangères en situation régulière demeurent privées des droits politiques, exclus d'un tiers des emplois dont ceux de la fonction publique, et subissent des discriminations dans le logement ou à l'embauche. Le racisme au quotidien, la ségrégation dans les quartiers frappent d'avantage les femmes qui sont en outre confrontées aux préjugés sexistes et se voient cantonnées dans des emplois précaires et exposées à différentes formes d'exploitation.

Ensemble, Françaises ou étrangères, immigrées, enfant d'immigrées, ou non, nous voulons que vive l'égalité, et que soit reconnue la richesse de nos diversités.

Nous voulons :

- *la libre circulation, la régularisation de toutes et tous les sans-papiers*
- *la suppression des centres de rétention et des zones d'attente, véritables espaces de non droit*
- *la reconnaissance du droit d'asile pour les femmes victimes de toutes les formes de persécutions sexistes et sexuelles*
- *le droit de vivre, de travailler, d'étudier, l'égalité des droits, la citoyenneté, pour tous et toutes, sans discrimination.*

Rassemblement
Mercredi 21 mars 2001
de 17h00 à 19h00
Fontaine des Innocents Métro : les Halles

adresse : Collectif National pour les Droits des femmes . Commission « Toutes Ensemble »
21 ter, rue de Voltaire. 750111 Paris. E. Mail : rajfire@wanadoo.fr

La Commission « Toutes Ensemble » rassemble des militantes individuelles ou actives dans les associations : AMF, ATF, ASFAD, APEL, ATTF (Groupe femmes), Femmes libres Radio Libertaire, ARDHIS, Citoyennes des deux rives, FASTI, DROITS DEVANT !!, RAJFIRE, MRAP Collectif femmes immigrées, Groupe du 6 novembre, Fédération IFAFE, La Maison des Femmes, Pluri'Elles Algérie, LDH Commission Femmes, Coordination Nationale des Sans-papiers